

REFLEXIONS SUR LE PROCESSUS DE PREPARATION DU FORUM NATIONAL DE BANGUI ET DES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS



Compte-rendu de l'atelier de réflexion organisé du 4 au 6 mai 2016 à l'Hôtel Ledger Plaza à Bangui, République Centrafricaine (RCA), à l'occasion du premier anniversaire du Forum National de Bangui.

Juillet 2016

Table des matières

Introduction	2
I. Conception d'un processus unique de dialogue national	2
II. Des consultations populaires à la base du Forum	5
III. Coordination et coopération inter-institutionnelles	6
IV. Une médiation multidimensionnelle comme outil de stabilisation	9
V. Communication et restitution des Recommandations du FNB	11
VI. Le mécanisme de suivi post-Forum.....	12
VII. L'impact du FNB à travers le pays.....	13
VIII. Maintenir l'esprit du Forum dans la mise en œuvre des Recommandations.....	14
Conclusion	17
ANNEXES.....	18
Acronymes.....	18
Recommandations des participants.....	18
Liste des participants.....	20

Introduction

Plus d'une cinquantaine de personnes, représentants du Gouvernement, anciens élus, membres de la communauté internationale, de la société civile et d'ONG, sélectionnés en fonction de leurs importantes contributions au déroulement du Forum, se sont penchés sur leurs rôles, les objectifs fixés à travers le Forum National de Bangui (FNB) et leur implication sur le contexte national, les défis qu'ils ont eu à affronter et enfin, sur l'impact de leurs stratégies sur les résultats du FNB [1]. Dans un contexte post-électoral où il était important de s'assurer que les recommandations du FNB demeurent au centre des discussions sur le futur du pays, l'atelier s'est employé à :

1. Dégager les leçons du processus de préparation du FNB
2. Faire un bilan de la mise en œuvre du Pacte Républicain et de l'application des Recommandations émanant du FNB
3. Identifier des procédés visant à maintenir l'esprit participatif et pluriel du FNB

I. Conception d'un processus unique de dialogue national

Tandis que beaucoup de Centrafricains auraient pu penser que le Forum serait une énième tentative avortée, le FNB s'est distingué par l'établissement de dialogues à haut-niveau en lien avec un arrière-pays longtemps délaissé et un début de débat constructif entre les forces vives de la nation sur les crises sévissant en RCA, franchissant ainsi une étape importante dans le processus de réconciliation nationale.

Le Forum doit ses aboutissements à l'effort de personnes engagées et à leur volonté de réussir, attestée par un travail assidu bien que sous-financé et à l'engagement de toutes les couches sociales de la RCA. Le tout soutenu par une volonté politique forte.

¹ L'atelier a été organisé par Communautés in Transition (CIT) avec l'appui de la Commission des Affaires Etrangères à l'Assemblée Nationale(AN), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), URU, Crisis Management Initiative (CMI) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'atelier a été modéré par Francis Ngombala-Kolo, François-Xavier Yongnandje et Nathalie Al-Zyoud.

Un processus de paix dirigé de l'extérieur

L'accord de sortie de crise signé à Libreville en janvier 2013 [2] retenant François BOZIZE au pouvoir se voit rapidement compromis par le coup d'état de la Séléka de mars 2013 qui place Michel DJOTODJA à la tête de l'Etat Centrafricain. L'accord, reconduit par le Sommet de N'Djamena du 18 avril 2013, se révèle tout aussi éphémère devant la persistance des violences et malgré la mise en place des institutions de la Transition. Incapable d'unifier le pays, le président DJOTODJA quitte le pouvoir début janvier 2014 demandant aux futures autorités de la Transition de lancer rapidement le processus de dialogue national proposé lors du Sommet de la CEEAC d'octobre 2013.

Les violences en mai 2014 retardent à nouveau le démarrage du processus et c'est en marge du Sommet de l'Union Africaine, qu'un mini-sommet de la CEEAC demande au Médiateur International, Président Denis SASSO-NGUESSO, de s'impliquer dans l'organisation du dialogue inter-centrafricain.

En juillet 2014 à Addis-Abeba, ce dernier propose au Groupe International de Contact (GIC-RCA), la tenue d'un dialogue inter-centrafricain à Brazzaville, malgré de fortes contestations centrafricaines en faveur d'un dialogue sur le territoire national. Cette rencontre, appelée « Forum pour la réconciliation nationale et le dialogue politique, » aboutit également à la signature d'un accord de cessation des hostilités [3] mais est considéré comme incomplet, notamment à cause de l'absence de consensus sur le processus de Désarmement, Démobilisation, et Réinsertion (DDR) des belligérants.

Les incessantes ingérences étrangères, surtout autour de la nécessité d'un nouveau gouvernement de Transition, finissent par exaspérer les participants qui décident de



Marie Noëlle KOYARA, Ancienne Ministre d'État, Vice-Présidente du Comité de Pilotage et de Suivi des Accords post-Brazzaville, Membre du Présidium du FNB

² Organisé par les pays de la CEEAC, « l'Accord politique de Libreville sur la résolution de la crise politico-militaire en République Centrafricaine » a eu lieu du 9 au 11 janvier 2013 au Gabon. Il comprenait à la fois un accord de cessez-le-feu et un accord politique. L'accord nomme le Président Denis SASSO-NGUESSO du Congo en tant que médiateur officiel dans la crise de la RCA.

³ L'accord de fin des hostilités a été signé à Brazzaville le 23 juillet 2014.

réorganiser un dialogue à Bangui, provoquant une multitude de déséquilibres politiques entraînant la démission du premier Ministre à son retour de Brazzaville.

Réappropriation centrafricaine

Le forum de Brazzaville devient ainsi le point de départ d'un processus devant se poursuivre sur le territoire centrafricain et entre centrafricains et, cette fois, sous l'autorité du Comité de Pilotage et de la nouvelle Commission Préparatoire du Forum National de Bangui (CPFNB) [4]. Chargée d'entamer les travaux préparatoires du Forum, la priorité pour la Commission était au premier chef d'établir un socle ferme de confiance sur lequel édifier un dialogue fertile. Il fut décidé d'utiliser une méthode innovante définie à Brazzaville et basée sur des consultations populaires. Inspirée de modèles et de pratiques ayant pris place dans d'autres pays, cette méthode se définit par les principes de participation, de transparence, d'inclusion, de vision à long-terme, de suivi et d'adhésion aux résultats et enfin, de l'appropriation nationales des principes fondamentaux concernant la préparation et la tenue du FNB.

En dépit de ses manquements, l'effet symbolique de la démarche d'un gouvernement qui fait l'effort de venir vers la population, a suscité un haut niveau d'enthousiasme pour le Forum. A la fin des consultations, tout le monde voulait y participer.

Malgré ces bonnes intentions il fut noté que ce processus de préparation ne se déroulerait pas dans un environnement académique mais plutôt politique. Certaines décisions, telles que la création d'un Comité Technique d'Organisation (CTO) pour remplacer la CPFNB traduisaient les pressions du Gouvernement et non le souci de renforcer le processus technique. Avec d'autres difficultés comme la recherche de positionnements personnels et institutionnels, la compétition, la territorialité et les méfiances tant au niveau national qu'au niveau international, ces dynamiques ont par moment failli briser l'élan des démarches préparatoires et mis à risque le processus de paix en RCA.

⁴ La CPFNB a été créé par décret signé le 2 décembre 2014. Selon les textes, cette commission était composée de 22 membres répartis entre les entités signataires de l'accord de Brazzaville.

II. Des consultations populaires à la base du Forum

Les « Consultations à la Base » furent la véritable innovation du Forum [5]. Organisées sur presque tout l'ensemble du territoire national et dans les pays ayant accueilli des réfugiés centrafricains, les informations rassemblées durant ces Consultations devaient former la base des discussions du Forum. C'était « du jamais-vu » en Centrafrique et elles constituèrent une étape déterminante dans l'appropriation citoyenne du dialogue national [6].



Jean-Jacques
DEMAFOUTH, Ancien
Conseiller à la Présidence
du Gouvernement de
Transition

Un symbole plus puissant que ses managements techniques

Des pressions contradictoires étaient tout aussi présentes dans l'approche à suivre pour le déroulement des Consultations à la Base. Une sélection démesurée d'enquêteurs ainsi que leur formation en collectes de données réduite à une orientation, ont confronté des équipes descendantes sur le terrain à des citoyens tout aussi mal préparés. L'arrivée des délégations dans certaines localités encore contrôlées par des groupes armés a suscité de violentes réactions, et a nécessité des négociations préalables afin que les équipes puissent se déployer. De ce fait, l'apport sécuritaire de la MINUSCA fut décisif pour le bon déroulement des Consultations.

Le choix d'élargir les équipes dans un contexte d'insuffisance budgétaire, réduisit aussi la durée des missions alors qu'il aurait fallu prolonger sur un minimum de deux semaines chaque dialogue local pour laisser une chance aux centrafricains de s'exprimer. Inévitablement, ces contraintes de temps ont eu pour conséquences d'aggraver les tensions et d'exposer inutilement les équipes à des menaces de la part des populations.

⁵ Confiées au Ministère de la Réconciliation Nationale, les Consultations à la Base ont été menées par les ministres résidents du 19 janvier jusqu'en mi-mars 2015 et ont engagé la participation de presque 20 000 Centrafricains sur les 16 préfectures avec des taux de participation les plus faibles dans les sites de réfugiés à Bangui ainsi que dans les préfectures de la Basse Kotto, la Haute Kotto, la Nana Gribizi, et Vakaga suite aux occupations des groupes armés dans ces régions.

⁶ République Centrafricaine. « Rapport consolidé des missions des Consultations Populaires à la Base en République Centrafricaine » (Mars 2015).

Initialement, des centres d'écoute permanents devaient être aussi mis en place au profit des victimes mais cela n'a pas pu être réalisé. Les équipes ont surmonté cela en faisant en sorte que les personnes consultées soient représentatives de leur communauté et que les victimes puissent s'engager dans le processus. En réalité, la population vint en masse participer à ces mini-forums et cela a généré un enthousiasme inédit pour le Forum national à venir.

L'information collectée créa la base des thèmes du FNB, bien que le rapport initial des Consultations produit par une équipe de consultants nationaux mis à disposition par le PNUD, fut l'objet d'une relecture par le Gouvernement. Il semble que l'objectif de la relecture était de rendre le rapport consolidé «politiquement correct».

III. Coordination et coopération inter-institutionnelles

Tandis que les mécanismes de coordination entre les instances de la communauté internationale étaient déjà institutionnalisés, ceux établis entre les acteurs de haut niveau et les organisations travaillant à la base, ont été construits de manière informelle.



S. E. M. Adolphe NAHAYO, Représentant du Secrétaire Général, Chef du Bureau de Liaison, Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)

Coordination horizontale

La médiation internationale a été déclinée en deux phases. La première, respectant le principe de subsidiarité, fut amorcée par la CEEAC lors des sommets de Libreville et de N'Djaména en 2013, sommets qui aboutirent à la désignation du Président Denis SASSOU NGUESSO comme médiateur.

Le Comité de Suivi de l'Accord de Libreville, reçut pour mission de suivre et d'accompagner la mise en œuvre de la Feuille de route de la Transition et de veiller au respect d'un climat de

confiance entre les divers acteurs. Le GIC-RCA, créé à l'initiative de l'Union Africaine, avait pour mission l'appui technique, financier, matériel et humanitaire dans la mise en œuvre du programme de la Transition. Les Accords de Libreville, la Déclaration de N'Djamena, ainsi que les Déclarations du GIC-RCA, reçurent l'appui de l'Union Africaine (rapport de la 416e réunion du CSP/UA, janvier 2014) et des Nations Unies en 2013 et 2014 (respectivement, Résolutions 2127 et 2134).

La deuxième phase correspond à la mise en place de la MINUSCA (Résolution 2149 en 2014), premier partenaire international des autorités centrafricaines dans le processus de réconciliation, en collaboration avec l'Union Africaine, la CEEAC et autres partenaires.

Parmi les organes de préparation du Forum, se trouvait le CPFNB, un microcosme de la société centrafricaine regroupant également des membres du Gouvernement, ce qui s'avéra être un

facteur de ralentissement. Celui-ci fut ensuite remplacé par le Comité Technique d'Organisation (CTO) ce qui créa d'autres frustrations.



Thomas Paul BANZE, Directeur Pays, Search for Common Ground (SFCG)

Coordination verticale

Dès le départ, les ONG internationales, avec le concours du Centre pour le Dialogue Humanitaire et celui de la MINUSCA et de la CEEAC, voulurent jouer un rôle important dans le processus de préparation du FNB. Elles sont intervenues initialement à plusieurs niveaux : par l'alimentation des discussions sur le déroulement des Consultations et la recherche sur le format du FNB [7], par leur contribution au travail de recherche sur la cohésion sociale, à travers des

actions de proximité, avec l'apport des comités de paix et de médiation qu'elles avaient mis en place et enfin en encourageant les groupes armés à ne pas jouer la politique de la chaise vide. Cependant, le constat des entretiens avec la communauté internationale caractérisés par une

⁷ Cet appui fut matérialisé par la production d'une note conceptuelle et par la définition d'un schéma de concertation avec le Ministère de la Réconciliation.

diversité de leaders et d'agendas, persuada ces ONG de prendre leurs distances et d'opter pour une stratégie d'observation et de conseil au lieu de « participants » au Forum.

De façon inverse, la coordination avec les Organisations de la Société Civile (OSC) dont les organisations de femmes et de jeunes, les médias et les instances religieuses, est devenue un des acquis forts de ce processus. Certaines OCS aujourd'hui poursuivent leur engagement avec le nouveau Gouvernement. En particulier, la Plateforme des Confessions Religieuses en coordination avec les instances de haut-niveau, a contribué considérablement à l'évolution du processus du dialogue politique et ce à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la négociation avec les groupes armés ou de la conciliation dans le cadre des travaux de la Commission Préparatoire. Elle a aussi joué un rôle important en tant que membre du CTO et du Présidium du Forum. Enfin, elle a grandement œuvré en tant que courroie de transmission entre les différents organes de la Transition, spécialement entre le Conseil National de Transition et le Gouvernement de Transition. La Plateforme a ainsi pu aplanir des divergences de points de vue entre ces institutions, leur permettant de maintenir le contact et de faire avancer la préparation au dialogue.



IV. Une médiation multidimensionnelle comme outil de stabilisation



Prof. Abdoulaye BATHILY, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Président du Présidium du FNB

On vit l'émergence de groupes armés d'un genre tout à fait différent : fractionnés, identitaires, avec une vision étriquée, se servant volontiers du prétexte d'un manque de politique publique et de développement local pour soutenir un racket arbitraire. Ecrasées par un passé historique lourd, ces entités posaient un nouveau défi à la médiation internationale.

Nécessité d'une stratégie de médiation contextualisée

Pour les médiateurs, il a donc fallu faire preuve d'ingéniosité pour imaginer une nouvelle approche jouant sur la psychologie des différentes sensibilités des groupes en présence et tenant compte de l'histoire et du milieu dans lequel avaient évolué les personnes impliquées. C'est grâce à de nombreux tête-à-tête que les médiateurs mandatés pour mettre fin à la crise en RCA, sont parvenus à faire entendre raison aux différents protagonistes.

Accompagnement de la médiation internationale par une médiation au niveau communautaire

Au plus fort de la crise, la population était malheureusement toujours plongée dans une détresse psycho-sociale profonde, subissant les attaques régulières des groupes armés au moment même où les chefs négociaient avec le Gouvernement. Tout au long du processus de paix, des démarches de médiation communautaire, complémentaires à celles entreprises par

la médiation internationale, ont été engagées à travers le pays pour assurer la protection des civils et réduire les violences au niveau de la base. Ces démarches visaient à prévenir les déplacements des populations, à protéger les civils et à favoriser l'accès des populations à leurs droits fondamentaux. Consensuelle, inclusive et participative, cette approche permettait, dans la mesure où un médiateur est habilité non par son statut mais par sa formation, de responsabiliser les groupes armés et la population en les impliquant entièrement dans la recherche de solutions, un processus qui permet de manière générale l'appropriation des solutions identifiées et rend plus durable la mise en œuvre des accords : un contraste avec le détachement évident des groupes armés dans l'écriture des accords prenant place à Libreville ou à Brazzaville.

La médiation comme processus cumulatif

Durant le Forum, étant non seulement un moment pour les forces vives de la nation de s'exprimer, mais il fallait donc aussi parvenir à un accord de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR) avec les groupes armés pour combler les manquements de Brazzaville, ce que le Présidium du FNB parvint à faire. Pour l'ONU, il s'agissait avant tout de montrer une réelle volonté de paix de la part des Centrafricains pour que le DDRR soit soutenu par la communauté internationale et motive le déploiement de ressources dans cet effort. Il fallut d'abord s'accorder sur les principes directeurs en précisant le fonctionnement du DDRR, ce dernier étant destiné à être fortement lié à la réconciliation [8].



Khaled H. IBRAHIM, Chef de la Section DDR, MINUSCA

Malheureusement, tout juste un an après l'établissement de principes clairs, d'importants financements restent encore à mobiliser et certains mouvements armés se refusent toujours à adhérer aux principes de leur mise en œuvre.

⁸ Ces principes directeurs comportent les éléments suivant : les critères d'éligibilité au DDRR, le principe de l'intégration dans les Forces de Défense et de Sécurité liées au RSS, la réintégration communautaire, le nouveau principe du « combattant non éligible », tout cela en complémentarité avec la réduction des violences communautaires.

V. Communication et restitution des Recommandations du FNB

Les difficultés rencontrées au cours des restitutions des Recommandations du FNB ont trait au manque de disponibilité de documents à divulguer. Le Forum avait suscité tant d'espoir de changement pour les populations, malgré cela les restitutions se tenaient toujours sous le regard narquois des groupes armés qui s'armaient de plus en plus au lieu de se désarmer.

Nécessité d'une stratégie de communication nationale

Les modiques moyens mis à la disposition des organes de préparation ne leur ont pas permis de concrétiser une bonne stratégie nationale de communication en amont du Forum. Toutefois, la radio nationale, en dépit de ses dispositions techniques limités, et la Radio Guira de la MINUSCA ont pu assurer une diffusion directe des débats. Les médias communautaires, financés par les ONG et la communauté internationale, ont aussi assuré le relais. Par chance, un projet de radios communautaires, dont 7 étaient déjà opérationnelles au moment du lancement du FNB, était établi depuis 2013 et des journalistes ont organisés leurs programmes en fonction du FNB, ce qui permit une certaine synergie autour du Forum et ce qui améliora la communication.

Une synergie d'actions, surtout au niveau de la communication, pourrait maintenir la pression sur le nouveau Gouvernement et l'espoir des populations.

Restitution par les délégués du Pacte Républicain et des Recommandations

A l'improviste, les délégués du Forum arrangèrent plusieurs réunions de restitution à leur retour du Forum auprès de la population, des chefs de groupes, de villages, des chefs de communes d'élevages et des leaders de groupes de femmes. Les lieux de prière servirent à nouveau d'espaces pour disséminer l'information, le tout, dans un climat toujours très tendu.

De leur côté, les OSC n'ont pas non plus attendu le Gouvernement pour commencer à communiquer et traiter la mise en œuvre des Recommandations qu'elles divulguèrent dans les préfectures du pays avec l'appui de la MINUSCA.

VI. Le mécanisme de suivi post-Forum

Un mécanisme de suivi a été conçu pour ne pas réitérer les expériences passées de défaut d'application des recommandations des fora ultérieurs et ce, dès la conception du processus de dialogue. Les éléments phares de la mise en œuvre sont notamment la réforme constitutionnelle

[⁹] et l'organisation des élections [¹⁰] qui procèdent des recommandations du Forum. Malgré certaines avancées, un an après le FNB, de nombreuses populations continuent d'être prises en otage par les groupes armés.



Léa KOYASSOUM DOUMTA, Vice-Présidente du Comité de Suivi des Recommandations, Vice-Président du Conseil National de Transition

Le Mécanisme : un Comité de Suivi

La dynamique du Forum a engendré un rythme de travail qui a permis d'enchaîner des réformes constitutionnelles et des élections rapidement après le FNB. Le Forum, à peine conclu, le Chef du Gouvernement de Transition nomma un Comité de Suivi (CS) par décret. Sa mission était de maintenir le flambeau, de veiller à la mise en œuvre des Recommandations par les entités concernées, d'identifier les obstacles éventuels, de faire prendre les mesures nécessaires pour leur mise en œuvre et de communiquer les progrès de manière appropriée.

⁹ La nouvelle Constitution fut approuvée le 21 décembre 2015 par referendum.

¹⁰ Faustin-Archange Touadéra fut élu le 20 février 2016.

Un changement d'équipe qui freine l'élan

La prise en fonction d'un nouveau Gouvernement a rendu difficile la mesure du degré d'appropriation des Recommandations. La Constitution en vigueur est enrichie de propositions issues des Recommandations du FNB, néanmoins mineures, et des communications régulières du CS se font attendre sur le reste du travail à accomplir. De manière générale, les Recommandations dont la mise en œuvre nécessitent des financements importants, comme le DDDR, connaissent jusqu'à ce jour un taux de réalisation moindre par rapport à celles qui n'en requièrent pas beaucoup. C'est le cas par exemple de celles liées à la gouvernance.

Un certain flou prévaut également sur la manière de maintenir dans ce processus de suivi l'esprit participatif du FNB. Si certains membres du CS proposent d'installer des démembrements de cet organe à l'intérieur du pays, d'autres suggèrent, notamment pour des raisons d'économie, de s'appuyer sur les institutions de l'Etat à travers le territoire national, ce qui aurait pour effet d'encourager l'appropriation du processus par les autorités et de conduire l'Etat à maintenir ce lien avec la population.

Au niveau de la communauté internationale, le changement de personnel entre le staff impliqué dans le pré-Forum et celui chargé d'appuyer la mise en œuvre des accords, amène de soi de nouveaux défis. La frénésie d'activités menées par la communauté internationale (New Deal, Objectif de Développement Durable, Matrice de fragilité...) envers le nouveau Gouvernement, risque aussi d'enterrer le FNB.

Il y a eu une accalmie après le FNB, mais celle-ci pourrait être hypothéquée si des actions hardies ne sont pas rapidement prises pour la mise en œuvre de ses Recommandations.

VII. L'impact du FNB à travers le pays

Les populations qui ont traversé des souffrances indicibles durant cette crise et les diverses communautés centrafricaines restent profondément affectées et marquées par ce qu'elles ont vécu. La tenue du Forum, suivi de la venue du Pape - qui en définitive a décrispé la crise

et redonné de l'espoir aux cœurs meurtris et désespérés - a suscité un désir manifeste de paix, de pardon et de cohésion sociale.

Engagement personnel

Les endroits où un semblant de stabilité est revenu, sont ceux où certaines personnes se sont engagées individuellement dans une action déterminée de sensibilisation de proximité auprès des chefs de quartiers, des jeunes, des femmes et autres communautés. Quand ces efforts bénéficiaient d'un engouement intérieur, la population est revenue à de meilleurs sentiments et à la cohésion sociale.

Implication des femmes

La mobilisation des femmes a favorisé à la suite du FNB, une attitude de plus en plus positive envers les problématiques de genre, celles-ci devenant mieux considérées par les institutions et au sein de l'appareil administratif de l'Etat. Entre autres la proportion de femmes dans les comités de paix a augmenté ainsi que leur capacité de négociation. Mais certains défis, comme l'éducation des filles et l'alphabétisation des femmes, restent nombreux. Il faudra de ce fait accroître la mobilisation des moyens tant au plan interne qu'au plan international pour qu'une politique ambitieuse de la transversalité du genre triomphe.



Alimé AZIZA, Députée de Ndele, Première Adjointe du Maire de Ndele, Délégué au FNB représentante des femmes de Ndele

VIII. Maintenir l'esprit du Forum dans la mise en œuvre des Recommandations

Du côté des OSC se dégage l'idée que pour les centrafricains le retour à l'ordre et à la légalité constitutionnelle est une grande avancée, même si beaucoup d'efforts restent à faire.

Créer les conditions de normalisation de la vie en Centrafrique

Il s'agit notamment et en priorité de rétablir l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire et de créer les conditions de retour pour les réfugiés et les personnes déplacées. Pour y parvenir, une implication active des nouvelles autorités est nécessaire. Celles-ci doivent tenir leurs promesses de campagne et les traduire en actions concrètes. Quant aux partis et organisations politiques, ils doivent continuer à jouer leur rôle d'opposition dans l'intérêt général du peuple centrafricain.

S'agissant des groupes armés, ils se doivent de faire place au retour d'un état normal en abandonnant le langage des armes. L'armée centrafricaine, pour sa part, devra, une fois réhabilitée, se professionnaliser et se mettre résolument au service de la nation. Il importe enfin que toutes les autorités tiennent le même langage aux groupes armés, ce qui n'est pas le cas actuellement : est-il question d'intégration dans l'armée, de réinsertion communautaire, de médiation, ou de justice et de lutte contre l'impunité ?

Enfin, concernant les OSC, les centrafricains attendent qu'elles continuent à jouer leur rôle de veille citoyenne et de sensibilisation de la population à ses droits et devoirs.

Appliquer les Recommandations quant aux Réformes du Secteur de Sécurité

A court terme, il s'agirait d'arrêter une vision de l'architecture sécuritaire de la RCA et de se mettre d'accord sur les principes, formats et structures des futures Forces de Défense et de Sécurité (FDS). À moyen et à long terme, une stratégie nationale des Réformes du Secteur de Sécurité (RSS), des politiques sécuritaires et de leurs législations correspondantes, ainsi qu'une gouvernance des FDS seront nécessaires.



Solange MARADAS NADO,
Chargée de Mission en matière
de RSS/DDR, Ministère de la
Défense Nationale

Une Feuille de route vers la RSS a été approuvée en septembre 2015 et couvre trois étapes [11]:

1. Définir une vision de la sécurité par consensus politique ;
2. Adopter un plan de développement stratégique RSS définissant un projet politique ;
3. Mettre en œuvre un processus opérationnel.

Tout au long de ce processus, l'identification des entités et acteurs nationaux concernés sera nécessaire, ainsi que la mise en place d'un organe de coordination entre entités nationales et internationales, sans oublier le lien vertical.



Afin de mobiliser des ressources, il conviendra de penser à l'équilibre entre, d'une part, la réhabilitation et le renforcement des FDS et, d'autre part, l'intégration de certains éléments des groupes militarisés dans l'armée nationale sur la base de critères d'éligibilité préalablement définis en lien avec la Constitution et les Recommandations du Forum National de Bangui. Ce processus appelle à une approche nuancée, où chacun est jugé selon les actes qu'il a commis et non en raison de l'entité à laquelle il appartient. Le retour à l'état de droit est essentiel mais une action judiciaire forte et équitable envers ces personnes est aussi indispensable afin d'envoyer un signal puissant, aussi bien à la population qu'à ceux qui penseraient à persister dans ce genre d'exactions dans le futur.

Sont actuellement en cours, la formation (renforcement de capacités), l'établissement des codes militaires et de justice militaire, la création d'une cellule de ramassage des armes, la

¹¹ Les éléments constitutifs de la Politique Nationale de Sécurité (PNS) sont les documents de référence issus du processus du FNB (Pacte Républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en RCA, Accord de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement entre le Gouvernement de Transition et les groupes armés, Déclaration de principes sur la sécurité nationale et Constitution du 30 mars 2016) et forment l'architecture de la nouvelle PNS.

construction d'un dépôt central des armes pour juguler le problème de circulation de celles-ci et la création d'une autre cellule pour les négociations sur la levée de l'embargo sur les armes pesant sur la RCA. Sont également en cours, des discussions et consultations pour la rédaction de textes juridiques avec une participation élargie à la société civile, la Plateforme des Confessions Religieuses, et autres parties concernées par la sécurité future de la RCA.

Conclusion

Le FNB a été une étape essentielle dans le processus de réconciliation nationale mais son impact ne sera visible qu'à travers la mise en œuvre du Pacte Républicain et de ses Recommandations.

La non-application des Recommandations reste un danger pour la stabilité du pays, notamment dans la mise en œuvre du DDRR et les RSS. Un effort de la part des autorités à maintenir le caractère participatif et pluriel dans leur programme politique, permettra de préserver l'espoir d'un retour à la normalité.

Une veille citoyenne du Comité de Suivi du FNB est nécessaire, mais aussi une meilleure coordination des actions, une mutualisation des moyens, une contextualisation des stratégies accompagnées d'évaluations périodiques et d'un processus réitératif de dialogue entre le Gouvernement et la base, restent encore à établir si l'esprit du Forum doit survivre aux menaces encore présentes en République Centrafricaine.



ANNEXES

Acronymes

CEEAC	Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale
CPFNB	Commission Préparatoire du Forum National de Bangui
CTO	Comité Technique d’Organisation
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FNB	Forum National de Bangui
GIC-RCA	Groupe International de Contact sur la République Centrafricaine
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
ONG	Organisations Non - Gouvernementales
OSC	Organisations de la Société Civile
PNUD.....	Programme des Nations Unies pour le Développement
RSS	Réformes du Secteur de Sécurité

Recommandations des participants

LES PARTICIPANTS à l’Atelier de réflexion sur le processus de préparation du Forum National de Bangui et des modalités de mise en œuvre des recommandations, réunis à Bangui du 04 au 06 mai 2016, après avoir échangé sur les voies et les moyens d’œuvrer à la mise en œuvre des recommandations du Forum National de Bangui, d’une part, et de maintenir à cette fin l’esprit de participation citoyenne qui a animé ledit Forum, d’autre part :

FELICITENT Monsieur le Premier Ministre, son Excellence Simplicie Mathieu SARANDJI, qui a fait état de la volonté de son gouvernement de mettre les recommandations du Forum National de Bangui au cœur de son programme politique ;

ENCOURAGENT le Gouvernement à maintenir l’esprit participatif et pluriel qui a caractérisé le Forum National de Bangui dans ses démarches d’élaboration et de mise en œuvre des

politiques de paix et de sécurité, de bonne gouvernance, de développement économique et social, et de justice et réconciliation ;

RECOMMANDENT au Gouvernement de restructurer le Comité de Suivi de la mise en œuvre des recommandations du Forum National de Bangui, afin qu'il gagne en représentativité et en efficacité ;

RENOUVELLENT leur engagement à appuyer le Comité de Suivi pour l'élaboration d'une stratégie globale de communication tendant à l'appropriation, tant par les autorités que par les citoyens, des recommandations du Forum National de Bangui ;

APPELLENT les autorités de l'Etat à valoriser, autant que nécessaire et sans porter préjudice aux mécanismes et procédures exigés par la Constitution, la médiation comme mode de résolution des conflits ; et, dans cet esprit, à œuvrer à la structuration d'une nomenclature de médiation ainsi qu'à la mise en place de mécanismes de médiation au niveau local, le tout en cohérence avec l'institution de médiation prévue par la Constitution du 30 mars 2016 ;

INVITENT le Gouvernement à accélérer le processus de DDRR afin de garantir un retour rapide à la sécurité pour les populations.

Fait à Bangui, le 6 mai 2016

Les Participants

Liste des participants

#	INSTITUTION	PRENOM	NOM DE FAMILLE	FONCTION
1	UNOCA	Abdoulaye	BATHILY	Représentant Special du Secrétaire Général de l'ONU et Chef du Bureau
2	Plateforme des Confessions Religieuses	Adbou'aziz	MAGBA-GACKARA	Secrétaire Général du Conseil Islamique de la Centrafrique (CICA)
3	CEEAC	Adolphe (Amb.)	NAHAYO	Représentant du Secrétaire Général et Chef du Bureau de Liaison
4	Mairie de Bangui (5ème)	Alain	YEMO	Maire
5	Ministère des Affaires Etrangères	Alfred (Lt. Col.)	SERVICE	Chargé de Mission en matière de RSS
6	Coordination des Organisations Musulmanes de Centrafrique (COMUC)	Ali	OUSMANE	Coordinateur
7	Assemblée Nationale	Alime	AZIZA	Députée de Ndélé, Première Adjointe du Maire de Ndélé
8	Mairie de Bangui (3ème)	Amadou	ROUPAI	2ème Conseillé
9	Ambassade de France en République Centrafricaine	André Abel	BARRY	Attaché de Coopération « Gouvernance »
10	MINUSCA	Arnaud	SERRA-HORGUELIN	Chargé des Affaires Civiles
11	Conciliation Ressources	Arsène	GASSY DJAMBA	Officier de Programme
12	Mairie de Bangui (3ème)	Atahirou	BALLA DODO	Maire
13	UNOCA	Boris	TCHOUMAVI	Assistant du Représentant Special
14	Coalition pour la CPI	Bruno	GBIENGBA	Coordinateur Adjoint, Avocat
15	Conciliation Ressources	Caesar	POBLICKS	East and Central Africa Projects Manager
16	CIONGCA	Célestin	NGAKOLA	Président
17	Communautés en Transition	Christian Serge	MBOUYA	Rapporteur
18	Comité de Suivi des Recommandations du FNB	Clément	BELIBANGA	Vice-Président
19	CMI	Corentin (Amb.)	KI-DOULAYE	Senior Advisor
20	Comité de Suivi des Recommandations du FNB	Daniel	NZEWE	Président de la Commission Justice et Réconciliation
21	Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation	Ephreim	KOSH-KOMBA	Directeur de Cabinet
22	Ministère de la Justice, des Droits de	Etienne	SANZE	Chargé de Mission
23	Communautés en Transition	Eugene	DEMBA	Rapporteur
24	Université de Bangui	Francial	LIBENGUÉ	Enseignant Chercheur, Chef du Département de Mathématique et Informatique
25	Communautés en Transition	Francis	NGOMBALA-KOLO	Modérateur
26	Communautés en Transition	Francois-Xavier	YONGNANDJE	Modérateur
27	CordAid	Frédéric	LAMY	Peacebuilding Advisor
28	Groupe de Travail de la Société Civile sur la Crise en Centrafrique	Gervais	LAKOSSO	Coordinateur, Artiste Conteur-Musicien
29	Conseil National de Transition	Hermann	LEI	Responsable de la Commission Affaires Etrangères
30	MINUSCA	Isabelle	DUTOUR	Officier, RSS
31	Communes d'élevage	Issa-Bi (Lamido)	AMADOU	Chef Traditionnel, Conseillé National, Représentant de la Préfecture de Nana Mambere au Conseil National de Transition
32	Primature	Jacob	SANNY	Conseillé Juridique du Premier Ministre,
33	École de Droit de la Sorbonne	Jean-François	AKANDJI-KOMBE	Directeur de Formation Continue Panthéon Sorbonne
34		Jean-Jacques	DEMAFOUTH	Ancien Conseillé du Chef de l'Etat du
35	Haut Commissariat de DDDR et de RSS	Jean-Pierre	BETINDJI	Assistant du Haut Commissaire
36	Radio NDEKE LUKA	John	NOUBARASSEM	Journaliste
37	MINUSCA	José Carlos	RODRIGUEZ SOTO	Field Officer
38	Comité de Suivi des Recommandations	Joseph	BINDOUMI	Président
39	URU	Kessy	EKOMO-SOIGNET	Coordinatrice Nationale
40	MINUSCA	Khaled Heshmat	IBRAHIM	Chef de la Section DDR
41	Comité de Suivi des Recommandations du FNB	Léa	KOYASSOUM DOUMTA	Vice-Présidente, Vice-Présidente du Conseil National de Transition (CNT)
42	Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation	Magloire	THOMBET	Directeur Général a la Réconciliation
43	PNUD	Malika	GROGA-BADA	Spécialiste en Cohésion Sociale et
44	Karuna Center for Peacebuilding	María	JESSOP	Senior Peacebuilding Advisor
45	Comité de Pilotage et de Suivi des accords post-Brazzaville	Marie Noëlle	KOYARA	Vice-Présidente, Ancienne Ministre d'État chargée de la Défense Nationale et de la Reconstruction de l'Armée
46	Communautés en Transition	Nathalie	AL-ZYUOD	Mediatrice Principale
47	Ambassade de la République	Ndagano	MANGOKUBE	Premier Conseillé
48	Plateforme des Confessions Religieuses	Nicolas (Rev.)	GUÉRÉKOYAMÉ GBANGOU	Leader, Président de l'Alliance Evangélique
49	Haut Commissariat de DDDR et de RSS	Noël (Col.)	SELESSON	Haut Commissaire
50	Ministère de la Défense	Papillon (Col.)	MALANGUÉLÉ	Inspecteur Général des Armes
51		Raymond	ADOUMA	Ancien Ministre, Ancien Conseillé a la
52	Ministère de la Défense	Solange	MARADAS NADO	Chargée de Mission en matière de RSS/DDR
53	SFGC	Thomas Paul	BANZE	Directeur Pays
54	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération		NEMBI	Directeur Général de la Planification Régionale